

## LA METAMORPHOSE DE L'OTAN

PAR

Yves BOYER\*

L'Alliance atlantique détient collectivement une puissance militaire sans équivalent. Si on s'en tient aux différents critères que sont la dissuasion nucléaire, les dépenses de défense (près des deux tiers des dépenses mondiales), le savoir-faire militaire, les capacités de projection à longue distance, les moyens de commandement ou encore la conception et la production de grands programmes d'armement (avions de combat sophistiqués, navires de haute mer, porte-avions et porte-aéronefs, sous-marins à propulsion classique ou nucléaire, missiles de toutes catégories, guerre électronique, utilisation militaire de l'espace, etc.), l'OTAN n'a pas d'égale.

Pourtant, jamais ses membres n'ont autant exprimé leurs incertitudes quant au devenir de l'Alliance. Pour perdurer dans un contexte géopolitique totalement différent de celui qui avait présidé à sa création au siècle dernier, il y a maintenant 60 ans, l'Alliance se voit proposer, essentiellement par les Etats-Unis, un nouvel agenda. Si la raison d'être primordiale de l'OTAN demeure – la défense collective au terme de l'article 5 du Traité de Washington –, les dirigeants politiques américains pressentent que l'intérêt qu'elle présente pour leur pays dépend de leur capacité à en modifier profondément la nature même. Ils appellent ainsi de leurs vœux le ralliement de leurs partenaires européens à l'idée selon laquelle l'OTAN doit se transformer pour être à même d'intervenir partout où les intérêts occidentaux sont en cause et, le cas échéant, se saisir de tous problèmes pouvant affecter la stabilité internationale.

Il n'est donc pas étonnant, dans cette période de flottement, que l'OTAN, que la France entend réintégrer, présente plus que jamais de multiples visages : celui qu'elle a eu depuis ses origines et celui qu'elle entend se composer. Ses missions n'ont déjà rien ou très peu à voir avec celles de la Guerre froide. Chacune d'entre elles devient pourtant l'objet d'atermoiements manifestes de la part de ses membres européens plus ou moins réticents à systématiquement suivre Washington. La menace soviétique scellait la cohésion « à tout prix » entre les deux rives de l'Atlantique. Une fois disparue, elle a emporté avec elle l'obligation d'unité stratégique derrière Washington, qui transcendait l'ensemble des rapports transatlantiques.

Aujourd'hui, comme dans les réunions de famille qui tiennent plus du rituel que de l'attachement entre ses membres, les Européens souscrivent aux objectifs de l'OTAN inspirés par Washington, mais se gardent bien d'en toujours traduire concrètement les conséquences qui en découlent. Cette situation n'a fait, en tout cas dans les premières années de la décennie 2000, que détériorer les relations entre Washington, hyperactif, et la plupart des Européens, qui ont une très forte tendance à l'inertie. C'est ainsi, par exemple, que les choses se passent, malgré des injonctions à répétition, avec la Defense Capabilities Initiative

---

\* Professeur à l'Ecole polytechnique (France), directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et vice-président du Comité d'études de Défense nationale (France).

de 1998 ou encore les engagements solennels pris lors de la réunion Conseil atlantique à Prague en 2002 (Prague Capabilities Commitments). Les objectifs en matière de dépenses militaires et donc de structures de forces sont loin d'être atteints par la quasi-totalité des Etats européens. Leurs potentiels militaires s'en trouvent considérablement amoindris, d'autant que certains d'entre eux, entraînés dans les aventures iraquienne et afghane, peinent à concilier actions sur le terrain et modernisation des forces. La Grande-Bretagne, pourtant le meilleur élève de la classe, voit fondre comme neige au soleil certaines de ses capacités : la Royal Air Force, qui possédait 31 escadrons d'avions de combat en 1990, n'en a plus que 14 en 2008. Accaparé par les deux opérations, le ministère de la Défense britannique est pris par le court terme et néglige, faute de vision et de moyens, la modernisation des forces et leur entraînement. La marine néerlandaise, pourtant réputée pour la qualité de ses navires et la grande professionnalisation de ses équipages, est pratiquement dépassée en tonnage de bâtiments de surface par la marine singapourienne : elle ne peut armer que 3 de ses 4 sous-marins, faute d'effectifs suffisants ; elle a en outre abandonné son aviation de patrouille maritime en cédant à l'Allemagne ses avions qui, pourtant, venaient d'être modernisés à grands frais aux Etats-Unis...

De la même façon, ce n'est que du bout des lèvres que les Etats européens de l'OTAN s'engagent dans les opérations décidées pourtant d'un commun accord. Ils « font semblant », en envoyant trop souvent seulement quelques dizaines, voire quelques centaines d'hommes participer à des opérations multinationales dirigées par l'OTAN, ce qui ne présente guère d'intérêt sur le plan militaire. De la même façon, s'ils affichent leur détermination à répondre aux objectifs collectivement définis visant à mettre sur pied des forces alliées destinées à être rapidement engagées lors d'une crise, ils se dérobent lorsqu'il s'agit d'aligner hommes et matériels, comme en atteste le quasi-échec de la NATO Response Force (NRF), pourtant présentée il y a quelques années de cela comme l'un des projets phares de l'OTAN renouvelée. Toutefois, ce qui mine le plus profondément l'Alliance, en tout cas vu de Washington, reste le peu d'empressement à s'engager vigoureusement en Afghanistan et en y mettant des conditions très limitatives dans l'emploi des forces déployés (les *caveat*). Si on excepte les Britanniques, dont l'intérêt à stabiliser la situation est largement lié aux évolutions au Pakistan – dont un certain nombre de ressortissants ont émigré au Royaume-Uni –, beaucoup d'Européens considèrent cette affaire afghane sinon comme perdue, du moins comme fondée sur un *quiproquo* dont ils n'entendent pas faire les frais. Engagés en Afghanistan sous la bannière de l'OTAN dans le cadre de l'ISAF pour assurer la sécurité des équipes de reconstruction de l'Afghanistan (Provincial Reconstruction Teams, PRTs), ils se trouvent entraînés dans une logique d'affrontement dont personne n'entrevoit l'issue – tout au moins tant que des objectifs politiques clairs n'auront pas été définis pour sortir l'Afghanistan du marasme dans lequel ce pays se trouve plongé<sup>1</sup>.

D'un point de vue opérationnel, l'OTAN, sous la pression américaine, a vu son périmètre d'intervention s'élargir à la planète entière. De surcroît, pour nombre de responsables américains, quelle que soit leur tendance politique, la mission de l'Alliance inclut désormais la promotion de la liberté là où elle est bafouée. Elle doit « *répandre la liberté là où elle est encore seulement une aspiration pour les peuples qui en sont privés* »<sup>2</sup>. La justification, au nom du droit, de l'emploi de la force est une antienne trop souvent rabâchée pour qu'elle soit sérieusement prise en considération. C'est d'ailleurs une constante dans l'histoire, notamment l'histoire nationale française. Louis XIV expliquait déjà, à propos des

<sup>1</sup> Suzanne KOELBL, « NATO Pessimism », *Der Spiegel*, 17 oct. 2008.

<sup>2</sup> Jane NULAND, Déclaration devant le Senate Foreign Relations Committee, lors de sa confirmation en tant qu'ambassadeur auprès de l'OTAN. Washington, 24 mai 2005.

nombreuses guerres « impérialistes » menées sous son règne, qu'il avait « *toujours voulu attendre que ce fût la justice qui lui mît les armes à la main* ». Bien plus tard, le Président du Conseil, René Viviani, déclarait à la Chambre, le 4 août 1914, que la France se battait « *pour la liberté et le droit* ». Georges Clemenceau tiendra en 1918 un discours similaire, qui ne déparerait pas aujourd'hui, en soulignant que « *la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal* »<sup>3</sup>.

Plus globalement, l'OTAN est censée « s'ouvrir vers le grand large afin de faire face à des dangers dont les racines existent bien au-delà des frontières de l'Europe. Ces dangers comprennent notamment l'extrémisme, le terrorisme, la prolifération nucléaire, l'existence d'Etats faillis, les 'cyber-attaques' et l'insécurité concernant les sources d'énergie »<sup>4</sup>. Elle doit devenir globale sous l'effet de pressions américaines visant à la transformer en « global political forum » (unité politique), en « global security provider » – le cadre de l'OTAN permet de fédérer les moyens en faisant notamment appel à des security providers extérieurs – et en « global training provider », ainsi qu'en atteste l'élargissement des liens à de nombreux pays, qui permettent de considérer que, aujourd'hui, l'OTAN et ses affiliés rassemblent une soixantaine d'Etats.

L'OTAN s'est vu en effet attribuer, par son leader américain, une feuille de route au programme impressionnant, qui a eu pour conséquence d'en hâter la transformation, la composition et les structures. En 1994, elle comptait 16 membres ; quinze ans plus tard, 26. D'aucun prédisent même un élargissement de l'OTAN à des pays appartenant à la sphère des démocraties occidentales, mais situés hors du cadre géographique et historique de l'Alliance, comme l'Australie, dont le magnat de la presse conservatrice Rupert Murdoch a souhaité publiquement l'adhésion<sup>5</sup>. Israël coopère également à la vie de l'Alliance : c'est ainsi que le chef d'état-major israélien, le général Gabi Ashkenazi, a participé les 18-19 novembre 2008 à la conférence des chefs d'état-major des pays membres. Des coopérations ont été également nouées, soit par l'intermédiaire du partenariat pour la paix (Partnership for peace, Pfp), avec la plupart des Etats neutres d'Europe et avec de nombreuses républiques d'Asie centrale, ou par le biais de structures *ad hoc* avec certains pays du Golfe arabo-persique, dans le cadre de l'Istanbul Cooperation Initiative (ICI)<sup>6</sup>. L'OTAN est ainsi happée par une dynamique d'expansion de sa zone de responsabilité sans qu'on discerne clairement les conséquences qui pourraient découler des liens tissés avec les Etats, lesquels restent formellement dans sa périphérie tout en se rapprochant de son cœur militaire à travers des contacts d'état-major, des exercices en communs et une ébauche de standardisation des entraînements et d'interopérabilité. L'OTAN est cependant désormais en mesure de faire face à cette situation complexe avec des structures civiles et militaires solides, polyvalentes (340 comités permanents).

Ainsi, la finalité de l'OTAN a été *de facto* modifiée. En moins de dix années, entre 1998 et 2008, son architecture a en effet été refondue dans un sens qui correspondait à la nouvelle finalité que tenaient à lui imprimer les Etats-Unis : disposer d'Etats amis et alliés appelés à cautionner une intervention militaire alliée et, si nécessaire, capables de s'insérer rapidement dans un dispositif militaire multinational conduit par Washington. Ce nouvel impératif imposait de faire évoluer la structure militaire de l'Alliance, avec la mise sur pied,

<sup>3</sup> Discours à la Chambre des députés, 11 nov. 1918.

<sup>4</sup> Daniel FRIED, Assistant Secretary for European and Eurasian Affairs, « The Future of NATO : how valuable an asset ? », House Committee on Foreign Affairs, Washington, 22 juin 2007.

<sup>5</sup> Rupert MURDOCH, Conférence, 2008 Boyers Lecture, Sydney Opera House, 2 nov. 2008.

<sup>6</sup> L'ICI a été lancée au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Istanbul, le 28 juin 2004. Elle associe l'OTAN à plusieurs pays du Golfe arabo-persique : Bahreïn, Qatar, Koweït et les Emirats arabes unis.

respectivement, du Commandement pour les opérations (Allied Command Operations, ACO), dont les structures sont impressionnantes, avec environ 9 000 personnels, en lieu et place de l'ancien Commandement pour l'Europe (Allied Command Europe, ACE) et du Commandement pour la transformation (Allied Command Transformation, ACT), chargé de modifier doctrines, procédures et matériels, en conformité avec la transformation propre des forces armées américaines. Autrement dit, l'OTAN, que la France a décidé de rejoindre pleinement en 2009, est un « animal » totalement différent de celui qu'elle avait quitté en 1967.

Pourtant, derrière les apparences se cache une réalité plus complexe. En premier lieu, si la structure de l'alliance occidentale s'est considérablement modifiée, le pouvoir au sein des structures militaires de l'OTAN demeure, malgré la collégialité qui préside aux décisions arrêtées d'un commun accord, entre les mains des responsables américains. Comment pourrait-il en être autrement alors même que, par exemple, du fait de la décélération des efforts de défense en Europe occidentale et de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale, dix-huit Etats membres de l'UE sont dans un rapport de 1 à 100 avec les Etats-Unis en termes de dépenses militaires ? Eux seuls gardent la capacité incontestée de doubler – dupliquer – la chaîne de commandement de l'OTAN par une structure purement nationale. Cette duplication, qui existe depuis les origines de l'OTAN, garantit que la présence militaire américaine obéit avant tout à des objectifs nationaux destinés à la défense des intérêts américains. C'est ainsi que le général Bantz Craddock, commandant en chef des Forces alliées pour les opérations (ACO), mais aussi commandant en chef des Forces américaines en Europe et à ce titre placé à la tête d'une structure spécifiquement américaine, le European Command (EUCOM)<sup>7</sup>, a déclaré que sa mission était « *de défendre les intérêts américains et notamment la sécurité des citoyens américains à partir de l'outre-mer [defend the homeland forward], d'agir en faveur des intérêts stratégiques et économiques de son pays* ». Parmi ses objectifs figurait « *l'amélioration des relations transatlantiques à travers l'OTAN* »<sup>8</sup>. En tant que chef de EUCOM, il peut mener une stratégie d'influence nationale à travers une série d'instruments, notamment le National Guard's State Partnership Program (SPP)<sup>9</sup>, qui consiste à créer entre la garde nationale des différents Etats américains une étroite coopération avec les forces armées d'un certain nombre de pays (la garde nationale de l'Illinois est ainsi jumelée avec l'armée polonaise, celle de l'Oklahoma avec celle de l'Azerbaïdjan, celle de Californie avec celle de l'Ukraine, etc.). Ces « jumelages » permettent aux Américains de pratiquer une politique vigoureuse d'entrisme au sein des armées étrangères et de chercher à y greffer concepts, doctrines tout en promouvant, le cas échéant, l'achat de matériels militaires américains.

En deuxième lieu, il convient de considérer que, si la primauté militaire américaine sur les affaires militaires et de sécurité européenne avait tout son sens lorsqu'il s'agissait d'établir, *via* le commandant en chef des forces de l'OTAN, un lien direct – en tant que commandant en chef du commandement américain EUCOM – avec le Président des Etats-Unis, seul responsable de la mise en œuvre de la dissuasion nucléaire au profit de l'OTAN, aujourd'hui elle pose problème à plus d'un titre. Les Américains l'ont évidemment compris, puisque leur stock d'armes nucléaires disposées sur le territoire de certains de leurs alliés<sup>10</sup> est passé

<sup>7</sup> L'EUCOM couvre une zone qui s'étend de l'Europe occidentale à Vladivostok, en incluant le Caucase.

<sup>8</sup> Déclaration du général Bantz J. Craddock, commandant en chef du European Command, House Armed Services Committee, Washington, 13 mars 2008.

<sup>9</sup> Le SPP s'applique à l'ensemble des grands commandements régionaux américains ; le SOUTHCOM en a 19 avec les pays d'Amérique centrale et latine et l'AFRICOM avec 7 pays africains.

<sup>10</sup> Essentiellement au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie et en Turquie.

d'environ 7 000 charges au début des années 1980 à un peu plus de 400 aujourd'hui. La dissuasion élargie américaine repose sur un ensemble de moyens qui ne sont certes pas tous déployés sur le sol européen. Néanmoins, la présence en Europe d'armes nucléaires américaines, qui a toujours été le signe tangible du « couplage » entre les deux rives de l'Atlantique, est mise en question du seul fait que la durée de vie de ces armes est désormais limitée. L'obsolescence des armes américaines est inscrite dans les faits.

### Types de charges nucléaires aéroportées américaines présentes en Europe

Type de charges	Puissance	Date de production et de mise en service	Nombre de charges actives
B61-3	0,3/170 kt	1979-1989	200
B61-4	0,3/45 kt	1979-1989	200
B61-10	0,3/80 kt	1990-1991	180

Ces armes nucléaires sont pour une partie d'entre elles (de l'ordre de 460) déployées en Europe, soit pour un emploi américain (300) soit pour un emploi par les alliés européens dans le cadre du système de la double clef (160).

### Répartition des charges nucléaires américaines mises à disposition des alliés de l'OTAN

Volkel (Holl)	20
Kleine Brogel (Belgique)	20
Büchel (All)	20
Ramstein (All)	40
Ghedi Torre (Ital)	20
Incirilik (Tur)	40

Il est donc d'ores et déjà nécessaire de s'interroger sur la nature de la dissuasion élargie américaine à l'Europe. De nouvelles armes seront-elles déployées en remplacement des armes devenues obsolètes ? Cette dissuasion s'exercera-t-elle au contraire sans déploiement d'armes sur le sol européen ? Dans quelle mesure cette dernière option associera-t-elle des Etats européens ? Est-il concevable qu'une nouvelle configuration stratégique intra-atlantique débouche, en la matière, sur un partage des rôles entre Américains d'une part et Français et Britanniques d'autre part ? Quelles conséquences cela pourrait-il avoir sur l'équilibre interne au sein de l'OTAN ?

En troisième lieu, si les armes nucléaires américaines basées en Europe ont vu leur nombre chuter considérablement, il en va de même pour la présence militaire classique américaine en Europe. Cette dernière ne représente plus que moins de 20 % de ce qu'elle était du temps de l'affrontement Est-Ouest. Les forces classiques américaines comptaient

350 000 hommes en 1989 et pratiquement six fois moins en 2008 avec 60 000 hommes. Leur nombre devrait se stabiliser à 25 000 hommes en 2014, avec un redéploiement géographique vers l'Est (Bulgarie et Roumanie) au détriment de l'ancrage en Europe occidentale. Cette réduction sensible des effectifs et des moyens américains présents en Europe se traduit, au sein de l'appareil militaire des Etats-Unis, par un poids moindre de l'EUCOM par rapport à d'autres commandements régionaux américains, comme le CENTCOM (Central Command), qui, s'étendant de l'Egypte aux confins afghans, mobilise une part considérable des moyens américains ou encore le PACOM (Pacific Command), qui couvre l'ensemble du Pacifique et des terres adjacentes dans sa zone de responsabilité, notamment l'Inde, la Chine, les deux Corées et le Japon.

L'OTAN, on le voit bien, est ainsi tiraillée entre les Européens, qui ont réduit considérablement le format de leurs armées, et les Etats-Unis, qui souhaitent pouvoir les utiliser dans le cadre de leur stratégie planétaire. A leurs yeux, les pays membres de l'OTAN doivent désormais accepter que l'engagement de leurs forces ne soit plus du seul ressort de l'EUCOM, mais doive s'étendre aux autres grands commandements géographiques américains (le CENTCOM notamment). Washington ne cesse de le rappeler avec force aux Européens depuis le milieu de la décennie 1990, avec parfois une certaine insistance non exempte d'une forme de chantage, comme en témoignait le slogan maintes fois déclamé avec vigueur depuis Washington à l'intention de ses partenaires européens : l'Alliance ne pourra perdurer que si elle élargit ses missions à l'ensemble de la planète – « *Out of area or out of business* » était un slogan maintes fois répété dans les cercles officiels américains. Cette évolution de l'OTAN pose un problème de fond que les responsables européens, tant politiques que militaires, feignent d'ignorer ou prétendent avoir résolu. De quoi s'agit-il ? Lorsqu'une force de l'OTAN est engagée hors du périmètre géographique traditionnel de l'Organisation – incidemment, celui qui correspond à la zone de responsabilité de l'EUCOM –, comment s'opère l'articulation entre l'impératif politique du contrôle de la force et son insertion au sein d'une structure de commandement américaine (le CENTCOM, l'AFRICOM, le PACOM), sur laquelle aucun dirigeant européen n'a le moindre droit de regard et encore moins de pouvoir ?

D'une certaine façon, la situation en Afghanistan illustre bien le malaise qui résulte d'une telle posture. Si les forces de la Force intérimaire d'assistance et de sécurité (FIAS et, en anglais, ISAF) sont directement placées sous le contrôle opérationnel de l'EUCOM par l'intermédiaire d'un commandement subsidiaire situé à Brunsum aux Pays-Bas (Joint Forces Command, JFC), qui dépend d'ACO, il n'en demeure pas moins que la conduite générale des opérations relève de plusieurs commandements américains en charge des actions militaires sur le théâtre d'opération afghan : le CENTCOM, mais aussi, pour les seuls Américains, le Commandement pour les forces spéciales (SOCOM) dans le cadre de l'Opération Enduring Freedom, qui se déroule en parallèle. L'actuel commandant en chef du CENTCOM, le général David Petraeus, affiche un certain nombre d'orientations pour l'emporter en Afghanistan face aux forces hostiles à la coalition. Ces orientations auront inmanquablement des conséquences pour les forces de la FIAS. Où, quand et comment les orientations du général D. Petraeus ont-elles été avalisées par les responsables politiques européens ?

En quatrième lieu, enfin, une contradiction de nature existentielle, liée à l'apparition de la PESD, mine les perspectives d'embellie pour les affaires de défense entre Européens et Américains. La construction européenne a eu pour conséquence, entre autres, de rendre plus fragile l'unité stratégique occidentale car cette dernière n'a plus qu'un poids relatif dans un monde globalisé où règnent la compétition financière, monétaire, industrielle, commerciale,

etc., y compris entre les deux rives de l'Atlantique. L'UE se situe désormais parmi les grands ensembles mondiaux. Depuis 2004, l'Union européenne a accueilli 12 nouveaux entrants, doublant pratiquement le nombre de ses membres. Elle est devenue ainsi moins atlantique et plus slave ; la mer Noire est une nouvelle frontière de l'Union européenne depuis l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007. Cette Union cherche à définir de nouvelles règles de fonctionnement et, de ce point de vue, la ratification du Traité de Lisbonne apportera des améliorations bien venues. Son fonctionnement restera néanmoins des plus complexes car il requiert en permanence un arbitrage entre des intérêts souvent contradictoires d'acteurs nombreux, peut-être trop nombreux, qu'il s'agisse des Etats ou des instances communautaires et du Parlement européen. Aujourd'hui, plusieurs écueils et difficultés gênent l'Union pour son approfondissement, son fonctionnement et, surtout, son aptitude à agir à l'échelle internationale dans le domaine de la sécurité et la défense. Il convient de noter en particulier que les Européens tardent à prendre conscience du retour d'une géopolitique basée sur les rapports de puissance. Paradoxalement, ce dernier facteur va dans le sens de la pérennité de l'OTAN, malgré les contradictions internes qui la minent et qui ont fait écrire à l'ancien directeur de l'Agence européenne de Défense (AED), le britannique Nick Witney que « l'OTAN est mourante »<sup>11</sup>.

En effet, un étrange phénomène se déroule sous nos yeux. Les armées européennes ont toujours été ancrées dans leurs milieux nationaux respectifs et ont toujours été le rempart des nations face à des dangers extérieurs clairement perçus comme tels par les populations. La disparition de la menace aux frontières, la professionnalisation de la quasi-totalité des armées européennes, la diminution de leur format les ont conduites à opérer une métamorphose. Celle-là a consisté, en se professionnalisant, à calquer leur modèle, *volens volens*, sur le mieux disant militaire, à savoir les Etats-Unis. La technicité inspirée par la vision américaine de la guerre a fini par primer sur toutes autres considérations ; la langue de travail est devenue l'anglais – à tel point que des néologismes anglais sans nombre ont fini par ronger le langage des militaires français – ; les concepts d'emploi des forces sont, à de rares exceptions près, d'origine américaine ; le critère de satisfaction de l'engagement de forces est avant tout celui de l'approbation portée par les responsables militaires américains...

A ces phénomènes délétères, qui touchent à l'essence des forces armées européennes, s'ajoute un autre processus. La fin des grandes idéologies, la mise en cause de repères traditionnels (patrie, nation, etc.), l'existence de nouvelles formes d'allégeance (groupes, causes universelles, mouvement transnationaux, etc.), l'apparition de nouvelles normes sociétales, les bouleversements dans les moyens de communication de masse altèrent et sans doute transforment radicalement la relation Etat, Nation, citoyenneté et défense<sup>12</sup>. Le patriotisme n'est plus lié à l'Etat-nation mais « délocalisé » par un transfert d'allégeance à la « défense du droit ». L'opinion se désintéresse très largement et de plus en plus de la chose militaire. L'idée même de menace s'est estompée et le sentiment prévaut aussi que les difficultés à venir ne sont pas fondamentalement de nature militaire. Un demi-siècle de paix – relative – et ce n'est certes pas pour le déplorer a produit une génération largement étrangère aux affaires de défense. Le souvenir d'un passé méconnu, y compris dans les écoles militaires, et jugé trop militariste accentue la méfiance de l'opinion, si ce n'est son aversion, pour les choses militaires. Sur le long terme, une telle attitude aura sans aucun doute des effets profonds. L'élite de la jeunesse ignore de plus en plus et dans sa grande majorité la

<sup>11</sup> Niwk WITNEY, « The death of NATO », *Security and Defence*, aut. 2008.

<sup>12</sup> Une réflexion sur ces différents thèmes apparaît, notamment aux Etats-Unis, dès le début des années 1990. Cf. par exemple Francis FUKUYAMA, *The End of History and the Last Man*, 1992 ; Robert JERVIS « The future of world politics », *International Security*, 1991.

carrière des armes, les budgets de la défense deviennent difficiles à justifier, une partie du corps militaire perd confiance et l'idée d'un recours à des mercenaires se fait de plus en plus pressante. Les observateurs les plus pessimistes vont jusqu'à partager les vues de l'historien militaire britannique Michael Howard, selon lequel, en Europe, « *les vertus militaires, fruit de siècles d'expérience, finiront par être oubliées* »<sup>13</sup>.

Les dirigeants ne sont pas immunisés contre cette évolution. Un éditorialiste pouvait écrire, sur la question de la relation entre la guerre et les hommes politiques, soulevée lors de la guerre du Kosovo : « *quand la génération de 68 fait la guerre, elle se comporte comme lorsqu'elle faisait la révolution : elle ne la fait pas sérieusement* »<sup>14</sup>. Un bon indicateur de cette tendance, largement répandue en Europe, à la relégation des affaires de défense à une place subalterne se trouve dans les priorités budgétaires des Etats. Celles-là reflètent de nouvelles valeurs sociétales : les dépenses militaires n'arrivent que loin derrière la sécurité sociale, l'environnement et les transports, la santé et le service de la dette. Le lien entre armées et nations tend à se distendre dangereusement. Cette déconnection s'opère d'autant plus facilement que la post-modernité fait insensiblement passer les vieilles « nations historiques » européennes à un modèle de « nation civique »<sup>15</sup> multiculturel, bâti autour des notions de pluralisme, de droits de l'homme et de solidarité planétaire. Un modèle où l'oblitération du passé historique national laisse un grand vide. Une structure comme l'OTAN vient le combler. Elle propose aux forces armées un agenda, de l'action et des causes à défendre. Le prix à payer est cependant lourd : les armées européennes pourraient finir par devenir des armées supplétives. A travers l'OTAN recomposée, l'Europe persiste dans son aveuglement à déléguer, pour l'essentiel, ses affaires de défense à un allié extra-européen, certes très proche, mais dont les intérêts pourraient ne pas toujours coïncider avec ceux des Européens. Ce serait alors le moment de vérité pour l'OTAN.

---

<sup>13</sup> Michael HOWARD, *War in European History*, Oxford University Press, 1984.

<sup>14</sup> Alain FINKIELKRAUT, *Liberal*, Milan, 17 avr. 1999.

<sup>15</sup> Javier BARRAYCOA, « De la nation historique à la nation civique », *Catholica*, été 2008.